

PROCÈS VERBAL DE LA SÉANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU 24 SEPTEMBRE 2020

Présents : M. Jean-Paul BASTIN, Bourgmestre ;
 MM. André Hubert DENIS, Ersel KAYNAK, Mathieu BRONLET, Simon DETHIER et Mme Catherine SCHROEDER Echevins;
 Mme Ginette FABRITIUS-CLOOS, Présidente du CPAS, (voix consultative);
 MM. André BLAISE, Jean-Marie BLAISE, Mme Josiane MELCHIOR-WARLAND,
 MM. Philippe ROYAUX, Henri BERTRAND, Serge BIERENS, Pascal SERVAIS, Claude BRUHL, Mmes Sonia BRÜCK, Sonia LOUIS-EUBELEN, M. Jacques REMY-PAQUAY, Mmes Marie-Eve HOFFMANN, Coraline WARLAND, MM. René DOSQUET et Philippe LECAPITAINE, Mmes Nathalie PARMANTIER et Nathalie LINNERTZ Conseillers communaux;
 M. Bernard MEYS, Directeur général.

Avant d'ouvrir la séance publique du Conseil communal du 24 septembre 2020, le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN, signale que, conformément à l'article L1122-24 du CDLD, :

-) à la demande du Conseiller communal Claude BRUHL, il est ajouté le point 8.1 intitulé : « Régie Communale Autonome Malmedy Sports Culture – Demande de garantie d'emprunt – Approbation »

-) à la demande du Conseiller communal Jean-Marie BLAISE, il est ajouté le point 8.2 intitulé : « Création d'une commission mixte commune-CPAS afin d'examiner la gestion de la pandémie coronavirus au Grand Fa »

Le Conseil communal en prend acte.

SÉANCE PUBLIQUE - 24 SEPTEMBRE 2020

1. Procès-verbal de la séance publique du Conseil communal du 27 août 2020 – approbation

Le Conseil communal approuve, à l'unanimité des membres présents, le procès-verbal de la séance publique du Conseil communal du 27 août 2020.

Procès-verbal approuvé

2. Enodia scirl - assemblée générale ordinaire du 29 septembre 2020 - approbation des points portés à l'ordre du jour

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN présente le point.

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la Démocratie locale et de la Décentralisation;

Attendu que la commune est membre associée de la scirl ENODIA, ayant son siège social à Liège, rue Louvrex 95;

Vu le mail, en date du 28 août 2020 par lequel cette société nous invite à prendre part à son assemblée générale du 29 septembre 2020 à 17h30 au Palais des Congrès de Liège, Esplanade de l'Europe 2 à 4020 Liège;

Vu les statuts de la Scirl ENODIA;

Vu le décret du 5 décembre 1996 du Conseil Régional Wallon relatif aux intercommunales wallonnes;

Considérant que l'article 15 de ce décret stipule qu'en cas de délibération préalable du Conseil communal sur les points portés à l'ordre du jour de ces assemblées, cette délibération confère aux délégués de la commune un mandat impératif leur enjoignant de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil Communal;

Qu'il convient dès lors de définir clairement le mandat qui sera confié à ces délégués représentant la Ville de Malmedy à l'assemblée générale de la scirl ENODIA le 29 septembre 2020;

Que le Conseil communal doit se prononcer sur les points de l'ordre du jour de l'assemblée générale lui adressé;

Considérant que les délégués rapportent aux assemblées générales, la proportion des votes intervenus au sein du Conseil communal et qu'à défaut de délibération du Conseil communal, le délégué dispose d'un droit de vote;

Vu l'ordre du jour de l'assemblée générale du 29 septembre 2020:

Attendu qu'en raison de la crise sanitaire liée au COVID-19, le Conseil communal peut choisir entre deux options pour être représenté lors de l'AG du 29 septembre 2020 :

OPTION 1 (recommandée) : Le Conseil communal délibère sur les différents points à l'ordre du jour et donne procuration à Mme Carine HOUGARDY, DG f.f., Fonctionnaire dirigeant local, aux fins de voter conformément à nos instructions. Dans ce cas, aucun délégué ne peut être présent lors de l'A.G. ;

OPTION 2 : Le Conseil communal délibère sur les différents points à l'ordre du jour et charge un seul délégué, en tant que mandataire unique, de représenter la Commune physiquement à l'A.G. Il es, dans cette seconde hypothèse, indispensable d'en informer ENODIA au plus tôt, via l'adresse secretariat.general@enodia.net et ce à des fins de bonne

organisation

Après en avoir délibéré,

à l'unanimité des membres présents, DECIDE,

- de marquer son accord avec les propositions de décisions reprises sous les points de :

l'assemblée générale ordinaire

1. Nomination à titre définitif d'un Administrateur représentant la Province de Liège ;
2. Nomination à titre définitif d'un Administrateur représentant les Communes associées ;
3. Approbation du rapport de gestion 2019 du C.A. sur les comptes annuels ;
4. Approbation du rapport du Collège des Contrôleurs aux comptes sur les comptes annuels 2019 ;
5. Approbation des comptes annuels statutaires arrêtés au 31 décembre 2019 ;
6. Approbation de la proposition d'affectation des résultats ;
7. Approbation du rapport spécifique sur les prises de participation prévu à l'article L1512-5 du CDLD ;
8. Approbation du rapport de rémunération 2019 du C.A. établi conformément à l'article L6421-1 du CDLD ;
9. Décharge à donner aux Administrateurs pour leur gestion lors de l'exercice 2019 ;
10. Décharge à donner au Collège des Contrôleurs aux comptes pour sa mission de contrôle lors de l'exercice 2019 ;
11. Fusion par absorption de FINANPART SA au sein d'ENODIA :
 - 11.1. Approbation de la situation comptable relative à la période du 1er au 31 octobre 2019 de la société absorbée FINANPART SA ;
 - 11.2. Approbation du rapport de gestion du C.A. de la société absorbée FINANPART SA pour la période du 01er octobre 2019 au 03 mars 2020 ;
 - 11.3. Approbation du rapport de rémunération du C.A. de FINANPART SA établi conformément à l'article L6421-1 du CDLD pour la période du 01er octobre au 03 mars 2020 ;
 - 11.4. Approbation du rapport du Commissaire aux comptes de la société absorbée FINANPART SA relatif à la situation comptable du 01er au 31 octobre 2019 ;
 - 11.5. Décharge aux Administrateurs de la société absorbée pour leur gestion relative à la période du 01er octobre 2019 au 03 mars 2020 ;
 - 11.6. Décharge aux Commissaire aux comptes de la société absorbée pour sa mission de contrôle relative à la période du 01er au 31 octobre 2019 ;
12. Proposition de modification des modalités de rémunération des mandats au sein des organes de gestion ;
13. Pouvoirs.
 - de l'ordre du jour de l'assemblée générale d'ENODIA du 29 septembre 2020.
 - de donner procuration à Mme Carine HOUGARDY, DG f.f., Fonctionnaire dirigeant local, aux fins de voter conformément à nos instructions.

3. Aqualis - assemblée générale ordinaire du 30 septembre 2020 **- approbation des points portés à l'ordre du jour**

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN présente le point.

LE CONSEIL COMMUNAL,

Attendu que la commune est membre de la société coopérative à responsabilité limitée, société intercommunale AQUALIS ayant son siège social à Spa ;

Vu la lettre, en date du 20 août 2020, par laquelle cette société nous invite à son assemblée générale ordinaire qui se tiendra le mercredi 30 septembre 2020 à 17h00, en la

salle Joseph Houssa (anciennement dénommée du Conseil communal de Spa);
 Vu le décret du 5 décembre 1996 du Conseil Régional Wallon relatif aux intercommunales wallonnes;
 Considérant que l'article 15 de ce décret stipule qu'en cas de délibération préalable du Conseil communal sur les points portés à l'ordre du jour de l'assemblée générale, cette délibération confère aux délégués de la commune un mandat impératif leur enjoignant de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal;
 Considérant les points portés à l'ordre du jour de la prochaine assemblée générale ordinaire d'AQUALIS;

à l'unanimité des membres présents, DECIDE,

- de marquer son accord avec les propositions de décisions reprises sous les points de :

l'assemblée générale ordinaire

1. Approbation du procès-verbal de la dernière assemblée générale
2. Nomination d'administrateurs en vue de pourvoir à la vacance de mandats - ratification;
3. Rapport de gestion du Conseil d'administration pour l'exercice 2019 - approbation
4. Rapport spécial sur les prises de participation pour l'exercice 2019 - approbation
5. Rapport du comité de rémunération - approbation
6. Rapport du Comité d'audit - approbation
7. Rapport du contrôleur aux comptes - prise d'acte
8. Bilan et compte de résultats au 31.12.2019 - approbation
9. Décharge aux administrateurs - décision
10. Décharge aux contrôleurs aux comptes - décision
11. Conseil d'administration : fixation du montant du jeton de présence - décision
12. Divers

de l'ordre du jour de l'assemblée générale de la société AQUALIS du 30 septembre 2020.

- de charger les délégués désignés pour représenter la commune, par décisions du Conseil communal du 27 décembre 2018, de rapporter la présente délibération telle quelle, à la susdite assemblée générale.

4. TRAVAUX EXTRAORDINAIRES D'ENTRETIEN DE LA VOIRIE 2020 - APPROBATION DES CONDITIONS ET DU MODE DE PASSATION

L'échevine Catherine SCHROEDER présente le point.

Le Conseiller communal Jean-Marie BLAISE demande des précisions sur la Rue de la Fontaine Simon.

L'échevine Catherine SCHROEDER répond qu'il s'agit de la rue du lotissement.

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés

publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Considérant le cahier des charges N° 2020-117 relatif au marché "Travaux extraordinaires d'entretien de la voirie 2020" établi par le Service Technique ;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 (Réfection de la route du Rôteu), estimé à 127.890,75 € hors TVA ou 154.747,81 €, 21% TVA comprise ;

* Lot 2 (Réfection de diverses voiries à Malmedy, Bellevaux, Bernister, Burnenville), estimé à 272.528,16 € hors TVA ou 329.759,07 €, 21% TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 400.418,91 € hors TVA ou 484.506,88 €, 21% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, article 421/735-60 (n° de projet 20200012) ;

Considérant l'avis de légalité favorable émis par le directeur financier en date du 04/09/20 ;

IDE, à l'unanimité des membres présent,

D'approuver le cahier des charges N° 2020-117 et le montant estimé du marché "Travaux extraordinaires d'entretien de la voirie 2020", établis par le Service Technique. Les conditions fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 400.418,91 € hors TVA ou 484.506,88 €, 21% comprise.

De passer le marché par la procédure ouverte.

De compléter et d'envoyer l'avis de marché au niveau national.

De financer cette dépense par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2020, le 421/735-60 (n° de projet 20200012).

5. Collecte des papiers-cartons (P/C) en porte-à-porte- Renouvellement du contrat - Approbation

L'échevin Ersel KAYNAK présente le point.

Vu le décret fiscal du 22 mars 2007 favorisant la prévention et la valorisation des déchets en Région wallonne et portant modification du décret de 6 mai 1999 relatif à l'établissement, au recouvrement et au contentieux en matière de taxes régionales directes ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2007 relatif au financement des installations de gestion des déchets ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 mars 2004 interdisant la mise en centre d'enfouissement technique de certains déchets et fixant les critères d'admission des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents ;

Vu la circulaire ministérielle du 25 septembre 2008 relative à la mise en oeuvre de l'arrêté

du Gouvernement du 5 mars 2008 relatif à la gestion des déchets issus de l'activité usuelle des ménages et à la couverture des coûts y afférents;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 juillet 2008 relatif à l'octroi de subventions aux pouvoirs subordonnés en matière de prévention et de gestion des déchets;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 septembre 2016 relatif au financement des installations de gestion des déchets relevant des communes et des associations de communes;

Vu le Plan wallon des déchets-ressources (PWD-R) du 22 mars 2018;

Considérant que les contrats de collecte actuels passés avec les sociétés SUEZ et DURECO, viennent à échéance le 31 décembre 2020;

Vu le courrier du 3 août 2020 communiqué par IDELUX Environnement qui informe les communes des nouvelles modalités d'organisation des services de collecte en porte-à-porte du papier-carton;

Attendu que la commune esr affiliée à l'Intercommunale IDELUX Environnement par décision de l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 26 juin 2019;

Attendu qu'en exécution de l'article 18 des statuts d'IDELUX Environnement, chaque commune associée contribue financièrement au coût des services de collecte, du réseau de recyparcs ainsi que de la gestion des déchets ménagers;

Attendu qu'IDELUX Environnement remplit les conditions édictées pour l'application de l'exception de la relation dite "in-house" de telle manière que toute commune associée peut lui confier directement des prestations de services sans application de la loi sur les marchés publics;

Attendu qu'IDELUX Environnement assure une gestion intégrée, multi filière et durable des déchets, ce qui implique notamment dans son chef une maîtrise de la qualité des déchets à la source via les collectes sélectives en porte-à-porte;

Attendu qu'il y a nécessité de:

- garantir un service de qualité auprès des producteurs de déchets;
- exercer un véritable contrôle "qualité" des déchets à collecter;
- augmenter le taux de captage des matières recyclables:
 - avoir une meilleure maîtrise de la collecte avec pour objectifs de sécuriser les filières de recyclage/valorisation;
 - optimiser les outils de traitement;

Attendu qu'il y a lieu d'optimiser les coûts des collectes;

Attendu qu'en exécution de l'article 2 des statuts d'IDELUX Environnement pour ce qui concerne tous les déchets ménagers soumis à obligation de reprise, l'Intercommunale est le seul prestataire reconnu par les 55 communes affiliées pour exécuter ou faire exécuter, sur l'ensemble de leur territoire, pour le compte des obligataires concernés, les prestations de services ayant pour objet la collecte sélective et éventuellement le tri des déchets précités en vue d'atteindre les taux de recyclage et de valorisation imposés à ces derniers. Dans le respect de la législation en vigueur, le financement de ces prestations de services est assuré par les obligataires.

Vu que le papier-carton est soumis à obligation de reprise au sens de l'article 8 du décret du 27 juin 1996 relatif au déchets, seul le service organisé par IDELUX Environnement est valable pour l'organisation de cette collecte.

Le Conseil communal décide, à l'unanimité des membres présents, d'organiser une collecte en porte-à-porte selon les termes de l'article 2 des statuts d'IDELUX Environnement et de retenir la fréquence de collecte suivante:

- une fois par trois mois pour l'ensemble du territoire communal, soit 4 collectes par an.

6. Rénovation des blocs sanitaires à l'Ecole du centre - **Approbation des conditions et du mode de passation**

L'échevine Catherine SCHROEDER présente le point.

Le Conseiller communal Jean-Marie BLAISE demande ce qu'il en est du subside supplémentaire de 18 %. Y aura-t-on droit?

L'échevine Catherine SCHROEDER répond que normalement oui.

Le Conseiller communal André BLAISE demande pourquoi on passe de 20 urinoirs à 4 ?

C'est une forte diminution lorsque les enfants seront en récréation. L'école sert aussi lors des manifestations comme la Saint-Pierre et 4 urinoirs lors de ces manifestations c'est très peu.

L'échevine Catherine SCHROEDER répond que le nombre d'urinoirs est calculé selon les normes de la Communauté française, en fonction du nombre d'élèves. La diminution du nombre des urinoirs permettra aussi de faire des économies de nettoyage.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN tient à saluer la réactivité du Service technique communal car nous sommes une des deux communes de l'arrondissement de Verviers à avoir reçu ce subside.

Le Conseil Communal,

Vu le Code de la démocratie locale et de la décentralisation et ses modifications ultérieures, notamment l'article L1222-3 §1 relatif aux compétences du Conseil communal et les articles L3111-1 et suivants relatifs à la tutelle ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 42, § 1, 1° a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 139.000,00 €) ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, 1° ;

Considérant le cahier des charges N° 237-2020 relatif au marché "Rénovation des blocs sanitaires à l'Ecole du Centre" établi par le Service Technique ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 70.660,20 € hors TVA ou 74.899,81 €, 6% TVA comprise ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que la Fédération Wallonie Bruxelles a retenu notre demande de subvention exceptionnelle au Programme prioritaire de travaux Covid 19 - extrême urgence - Sanitaires (soit 80 % du montant des travaux, et la possibilité de 18 % supplémentaires);

Considérant que le crédit permettant cette dépense sera proposé à la prochaine modification budgétaire ;

Considérant l'avis de légalité favorable conditionnel remis par le Directeur financier en date

du 09/09/2020 ;

Le Conseil communal décide, à l'unanimité des membres présents,

1° D'approuver le cahier des charges N° 237-2020 et le montant estimé du marché "Rénovation des blocs sanitaires à l'Ecole du Centre", établis par le Service Technique. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 70.660,20 € hors TVA ou 74.899,81 €, 6% TVA comprise.

2° De passer le marché par la procédure négociée sans publication préalable.

3° De prévoir le budget nécessaire à ces travaux lors de la prochaine modification budgétaire.

7. Ecole des Grands Prés - Construction d'un établissement scolaire et aménagements extérieurs - demande d'escompte de subvention - approbation

L'échevin Simon DETHIER présente le point.

Vu l'article 1315-1 du Code wallon de la Démocratie locale et de la Décentralisation ;

Vu l'article 28, alinéa 3 de l'Arrêté du Gouvernement wallon du 5/07/2007, portant le Règlement général de la comptabilité communale ;

Vu l'investissement mentionné ci-dessous dont le financement est assuré partiellement au moyen des subventions promises ferme par la Fédération Wallonie Bruxelles :

- Objet : Ecole des Grands Prés - Construction d'un établissement scolaire et aménagements extérieurs

Considérant qu'en raison des paiements déjà effectués, les disponibilités communales, ne provenant pas d'emprunts, réservées à la couverture de la part communale dans les dépenses précitées sont épuisées ou à la veille de l'être ;

Considérant qu'en raison du degré d'avancement des travaux et du retard que subit la liquidation des subventions promises, il importe de prendre, dès à présent, les mesures nécessaires afin de pouvoir poursuivre le paiement régulier des créanciers ci-dessous qui seront désintéressés par Belfius Banque, sur ordres du Directeur financier créés à leur profit :

Entrepreneurs : Daniel STOFFELS (lot 1), TRAGECOBAT (lot 2) et BASTIN-BECKER-FRECHES ARCHITECTES (auteur de projet).

Considérant aussi qu'il convient d'éviter le paiement d'intérêts de retard ;

- a. DECIDE, à l'unanimité des membres présents, de recourir à l'escompte des subventions promises ferme pour les dépenses prévues par la présente. La situation de ces subventions s'établit comme suit :
 - Subsidés octroyés par la Fédération Wallonie Bruxelles par Arrêté Ministériel du 06/07/2020 :
montant 1.720.740 € ;
 - Acomptes déjà encaissés sur les subsides précités : 0 €
 - Montant escomptable des subsides promis ferme :
1.720.740 €.
- b. SOLLICITE de Belfius Banque, aux fins ci-dessus, par voie d'escompte des susdites subventions, des avances pouvant s'élever à EUR 1.720.740.
Le crédit sera ouvert pour une période de 3 ans maximum sur un compte courant à

ouvrir au nom de la Commune après réception par Belfius Banque de la présente délibération d'escompte.

Le taux d'intérêt est déterminé en fonction des conditions du marché et approuvé par le Comité de direction de Belfius banque. Il est fixé le jour de la réception de la présente résolution et est valable pour une période de trois ans à dater du jour de l'accord de Belfius Banque. Le taux applicable sera indiqué dans ladite lettre d'accord. Durant la période pendant laquelle le crédit est ouvert, une commission de réservation de 0,30 % l'an sera calculée sur les fonds non prélevés. Cette commission sera portée en compte trimestriellement en même temps que les intérêts.

Les intérêts dus à Belfius Banque sur le solde débiteur du compte d'escompte seront payables trimestriellement et seront portés d'office, à chaque échéance, au débit du compte courant de l'emprunteur.

LA COMMUNE AUTORISE :

- Le pouvoir subsidiant à effectuer le versement direct à Belfius Banque des subsides escomptés ;
- Belfius Banque à affecter au paiement des intérêts dus, l'ensemble des ressources ordinaires communales centralisées en cet organisme et, au remboursement des avances accordées, les subsides perçus au fur et à mesure de leur règlement par les pouvoirs publics dans le cadre des dépenses ci-dessus mentionnées.

Les autorisations ci-dessus valent délégation irrévocable au profit de Belfius Banque.

Dans le cas où les ressources ordinaires susmentionnées seraient insuffisantes pour le règlement des intérêts à l'une des échéances, la commune s'engage à verser à Belfius Banque la somme nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette et, en cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, et ce conformément à l'article 6 joint à l'article 9 § 3 de l'Arrêté Royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure, et calculés conformément à l'article 69 de cet Arrêté Royal tel que modifié par l'article 33 de l'A.R. du 22/06/2017.

La Commune autorise en outre Belfius Banque à virer d'office à son compte courant le montant de tout découvert que présenterait à l'échéance son compte d'escompte de subventions et qui n'aurait pu faire l'objet d'un aménagement .

Avant l'échéance et si la commune le souhaite, le Collège pourra par simple lettre recommandée demander la prolongation du crédit.

Moyennant l'accord de Belfius Banque, l'échéance pourra alors être reportée d'un an à dater de l'échéance prévue. Le taux applicable pendant cette prolongation sera le taux en vigueur à cette date sur base de la même référence que le taux de l'opération d'escompte. Le nouveau taux sera communiqué à l'emprunteur et restera fixe jusqu'à l'échéance finale.

8. Patrimoine - Ligneuville - Rue Saint-Clair, 6 - Cession d'une seconde emprise en sous-sol - Approbation

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN présente le point.

Vu la requête de M. Florian MARICHAL relative à la transformation de sa grange sise Rue Saint-Clair à Ligneuville;

Vu la situation de ses biens cadastrés 5ème Division, Section D, n°484 a, 482 g et 482/2;

Vu l'implantation de la grange située sur une propriété jouxtant la parcelle cadastrée 5ème Division, Section D, n° 482 H, propriété privée de la Ville de Malmedy; (anciennement cadastrée 482 E)

Vu la décision du Conseil communal, prise en date du 28 mai 2020, lui accordant une cession, à titre gratuit, d'une emprise en sous-sol sur la parcelle 482 E afin de permettre de raccorder le bien à la conduite SWDE;

Attendu qu'il y a lieu de lui concéder une deuxième emprise de 9 m² pour permettre le

raccordement électrique, tel que représenté sur le plan dressé par le géomètre expert Paul COLSON;

DECIDE, à l'unanimité des membres présents,

- de procéder à la cession susnommée à titre gratuit;
- que l'acte sera passé en l'Etude de Me CRASSON;
- de désigner le Bourgmestre et le Directeur général pour représenter la Ville de Malmedy, lors de la passation de l'acte;
- de charger le Collège communal des modalités d'exécution de la présente décision.

8.1. Régie Communale Autonome Malmedy Sports Culture - demande de garantie d'emprunt - approbation

L'échevin Simon DETHIER présente le point.

Vu le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Attendu que la Régie Communale Autonome Malmedy Sports Culture, sise Rue Jules Steinbach 1, à 4960 MALMEDY (n° d'entreprise BE0685.895.611), ci-après dénommée "l'emprunteur",

a décidé de contracter auprès de Belfius Banque SA, RPM Bruxelles, TVA BE 0403.201.185, dont le siège social est sis à 1210 Bruxelles, Place Charles Rogier 11, ci-après dénommée "Belfius Banque",

une ouverture de crédit de maximum 40.000 € (quarante mille euros).

Attendu que cette ouverture de crédit de maximum 40.000 € (quarante mille euros) doit être garantie par la Ville de Malmedy.

Attendu la transmission du dossier au directeur financier en date du 18/09/2020 ;

Attendu l'avis favorable du directeur financier daté du 18/09/2020 et annexé à la présente délibération ;

A l'unanimité des membres présents,

DECLARE se porter irrévocablement et inconditionnellement caution solidaire pour le remboursement de tous les montants qui seraient dus par l'emprunteur en vertu du crédit tant en capital qu'en intérêts (intérêts moratoires inclus), commission de réservation, frais et accessoires.

S'ENGAGE, jusqu'à l'échéance finale de toute dette auprès de Belfius Banque, à soutenir l'emprunteur afin qu'il puisse respecter ses engagements financiers vis-à-vis de Belfius Banque et autres tiers.

AUTORISE Belfius Banque à porter au débit du compte de la Commune, valeur de leur échéance, toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur dans le cadre de ce crédit et qui resteraient impayées par celui-ci à l'expiration d'un délai de 30 jours à dater de l'échéance. La commune qui se porte caution en sera avertie par l'envoi d'une copie de la correspondance adressée à l'emprunteur en cas de non-paiement dans les délais.

La Commune s'engage, jusqu'à l'échéance finale de ce crédit et de ses propres emprunts auprès de Belfius Banque, à prendre toutes les dispositions utiles afin d'assurer le versement sur son compte ouvert auprès de cette société, de toutes les sommes qui y sont actuellement centralisées soit en vertu de la loi (notamment sa quote-part dans le Fonds des communes et dans tout autre fonds qui viendrait s'y ajouter ou le remplacer, le produit des centimes additionnels communaux aux impôts de l'Etat et de la province ainsi que le

produit des taxes communales perçues par l'Etat) soit en vertu d'une convention, et ce nonobstant toute modification éventuelle du mode de perception de ces recettes.

AUTORISE Belfius Banque à affecter les recettes susmentionnées au paiement de toutes sommes généralement quelconques dues par l'emprunteur et qui seraient portées au débit du compte courant de la Commune.

La présente autorisation donnée par la commune vaut délégation irrévocable en faveur de Belfius Banque.

La Commune ne peut pas se prévaloir de dispositions de conventions qu'elle aurait conclues avec l'emprunteur, ni d'une disposition quelconque pour ne pas exécuter ses obligations découlant du présent cautionnement. La Commune renonce au bénéfice de discussion, à toute subrogation dans les droits de Belfius Banque et à tout recours contre l'emprunteur, contre tout codébiteur ou autre caution, tant que Belfius Banque n'aura pas été intégralement remboursée en capital, intérêts, frais et autres accessoires. La Commune autorise Belfius Banque à accorder à l'emprunteur des délais, avantages et transactions que Belfius Banque jugerait utiles. La Commune déclare explicitement que la garantie reste valable, à concurrence des montants susmentionnés, nonobstant les modifications que Belfius Banque et/ou l'emprunteur apporteraient aux montants et/ou modalités du crédit accordé à l'emprunteur. Belfius Banque est explicitement dispensée de l'obligation de notifier à la commune les modifications susmentionnées. De surcroît, il est convenu que la commune renonce également au bénéfice de l'article 2037 du Code Civil Belge, selon lequel la caution est déchargée lorsque, par la faute du créancier, la subrogation en faveur de la caution ne peut plus avoir lieu.

Attendu que, l'emprunteur s'étant engagé à rembourser immédiatement à Belfius Banque le solde de sa dette en capital, intérêts, commission de réservation et autres frais, e.a. en cas de liquidation, le conseil communal confirme les engagements susvisés en ce qui concerne le paiement des sommes qui seraient réclamées de ce chef par Belfius Banque.

En cas d'insuffisance des recettes susmentionnées pour le paiement des sommes dues qui seraient portées en compte à la Commune, celle-ci s'engage à faire parvenir auprès de Belfius Banque le montant nécessaire pour parfaire le paiement de sa dette échue. En cas de retard de paiement de tout ou partie des montants dus, des intérêts de retard ainsi qu'une indemnité pour les frais de recouvrement seront dus de plein droit et sans mise en demeure et selon le taux d'intérêt légal applicable en cas de retard de paiement dans les transactions commerciales.

La caution déclare avoir pris connaissance de l'offre de crédit susmentionnée et du Règlement des crédits 2017 y afférent, et en accepter les dispositions.

La présente délibération est soumise à l'autorité de tutelle comme prévu dans les décrets et arrêtés applicables.

8.2. Création d'une commission mixte commune-CPAS afin d'examiner la gestion de la pandémie coronavirus au Grand Fa

Le Conseiller communal Jean-Marie BLAISE présente le point.

Plusieurs familles, de nombreuses personnes nous interpellent afin de savoir pourquoi nous avons eu à déplorer autant de décès liés au coronavirus dans la maison de repos du Grand Fa.

Nous avons relatés cette réalité lors du C. C. du 25.6.2020. Nous n'avons jamais voulu critiquer directement la personne en l'occurrence la Présidente du C.P.A.S. mais sa responsabilité dans ses fonctions politiques. En tous premier lieu, notre volonté était d'éviter qu'une telle situation se reproduise. Nous sommes désolés que notre message ait été mal compris par une partie de la population et du personnel du Grand Fa qui nous le répétons a fourni un travail remarquable dans des conditions difficiles.

Néanmoins, nous souhaitons comprendre et donc envisager le fond de ce problème majeur. Pourquoi 16 décès au Grand Fa directement liés au Coronavirus, sans parler des décès

indirects (phénomène de glissement) ? D'autres maison de repos n'ont pas eu à déplorer autant de pertes humaines.

Dans un climat constructif, nous souhaitons rétablir un dialogue posé et proposer la création d'une commission de travail mixte commune-CPAS constituée de 5 membres de la majorité et 4 membre de la minorité, ceci pour analyser sereinement et en profondeur les événements.

Nous pourrons ainsi comprendre ce qui s'est passé et faire en sorte que demain, ces drames ne se reproduisent plus.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN signale que le Directeur général s'est renseigné auprès de la tutelle de la RW où on lui a répondu que rien n'est prévu légalement pour organiser ce genre de commission mixte. Il propose de travailler avec la Commission communale N° 7, et ce, sur les 3 maisons de repos qui se situent sur la commune de Malmedy. Le 24 juin dernier, il y avait déjà une réunion de commission en vue d'informer les conseillers communaux. Il regrette qu'il n'y avait qu'un conseiller communal de la minorité présent. Lors de la Commission N° 7, il serait aussi invité 4 conseillers de CPAS (2 de chaque groupe ou plus si d'autres conseillers de CPAS veulent être présents)

La Présidente du CPAS Ginette FABRITIUS précise que la commission N° 7 est prévue le 14 octobre. Il y était prévu un ordre du jour relatif au PST, mais elle propose de reporter cet ordre du jour et de se concentrer sur la problématique des maisons de repos.

Le Conseiller communal Jacques REMY-PAQUAY propose de modifier l'ordre du jour de la commission N° 7 prévue le 14/10 de la manière suivante :

1. Respect des procédures et directives ministérielles ;
2. Prise en charge des résidents pendant la période de confinement ;
3. Collaboration entre la Commune, le CHRAM et les médecins généralistes ;
4. Gestion du matériel ;

Cet ordre du jour peut être complété par d'autres points, à la demande des conseillers. Nous pourrons aussi inviter des experts afin de mieux comprendre la situation.

Le Conseil communal marque son accord, à l'unanimité des membres présents, sur la tenue de la commission communale N° 7 telle que proposée par la majorité.

9. Correspondance et communications

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN donne connaissance des courriers envoyés au Conseil communal.

-) Une citoyenne malmédienne a écrit un courrier relatif aux circonstances du décès de sa maman au Grand Fa durant la pandémie de Covid-19.

-) Un autre citoyen malmédien a écrit 5 courriers adressés au Conseil communal.

La Conseillère communale Josiane WARLAND souhaite revenir sur la suppression des cours d'allemand. Suite à la réunion de Commission communale à ce sujet, elle comprend qu'il ait été décidé d'effectuer des remédiations ciblées suite à la pandémie de Coronavirus. Mais il fait faire en sorte de maintenir, au plus vite, l'apprentissage de la langue allemande à long terme dès le plus jeune âge. Cet apprentissage est important pour nos jeunes qui seront peut-être amenés à travailler en Allemagne ou au Grand Duché du Luxembourg. Elle regrette que les parents aient été placés devant le fait accompli. Elle souhaite que les cours d'allemand reprennent au plus vite.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN répond que nous nous trouvons dans une situation particulière depuis le confinement qui date du 16 mars 2020. Au début juillet, il y a eu une demande unanime des directeurs d'écoles pour que les heures d'allemand soient consacrées à des heures d'aide pédagogique pour aider les enfants qui sont en difficulté par rapport aux connaissances de base en français et en mathématique. Après le premier semestre scolaire, il y aura une évaluation à la Toussaint. Cela permettra aussi de

rechercher des enseignants en allemand. En effet, nous sommes confrontés à un manque d'enseignants en allemand pour diverses raisons : un pensionné, un aménagement de fin de carrière, un déménagement, une dame enceinte et une jeune mariée. De plus, le programme de l'éveil aux langues, qui est obligatoire, commence cette année scolaire, et ce, à partir des M1 (1 heure par semaine).

Le Conseiller communal Jean-Marie BLAISE demande si cet éveil aux langues n'est prévu que cette année scolaire?

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN répond que non. Il sera inscrit chaque année scolaire.

Le Conseiller communal Henri BERTRAND pense qu'après l'évaluation de la Toussaint, rien ne dit que les cours d'allemand reprendront en janvier 2021. Vu la pénurie d'enseignants en allemand, a-t-on déjà fait des démarches pour recruter des enseignants en allemand?

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN répond que non, car nous ne saurons pas où nous en serons dans le cadre de la pandémie. Et même si tout est OK de ce côté, il faudra trouver des enseignants, ce qui n'est pas facile. On a déjà fait un appel pour remplacer un enseignant en allemand malade par une personne ayant déjà travaillé l'année dernière sans titre reconnu. Cette personne travaille maintenant à 1/2 temps et va s'inscrire pour avoir son CAP.

Le Conseiller communal Jacques REMY-PAQUAY signale que la circulaire du 24/06/2020 de la Ministre Caroline DESIR prévoit l'obligation données aux P.O. de prendre des mesures pour rattraper les retards intervenus pendant la crise du Coronavirus.

Le Conseiller communal André BLAISE demande comment des communes comme Stavelot ont fait ?

Le Conseiller communal Jacques REMY-PAQUAY répond qu'il faut leur demander.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN répond que Waimes a pris la même décision que Malmedy.

Le Conseiller communal René DOSQUET demande à veiller à ce que la situation actuelle ne soit pas définitive et que le retour des cours d'allemand se fasse au plus vite.

Le Conseiller communal Jean-Marie BLAISE demande si le Collège s'est déjà prononcé sur les organisations futures de la Saint-Martin et du Carnaval ?

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN répond que le Collège ne s'est pas encore positionné à ce sujet. Pour le moment, pour les Saint-Martin, le Collège communal demande aux organisateurs de remplir le Covideventriskmodel. pour le carnaval, il est encore trop tôt pour se prononcer pour une manifestation prévue le 14/02/2021. Si on peut organiser quelque chose, on le fera, mais pour le moment on ne sait pas encore ce que l'on pourra ou pas faire.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN signale que suite à la réunion du CNS du 23/09/2020, le Collège communal décidé que la zone du centre-ville où le port du masque est obligatoire, sera, à partir du 01er octobre 2020, une zone où il sera recommandé de porter le masque. Le port du masque restera obligatoire sur le marché du vendredi matin et pour l'accès aux espaces publics fermés.

Le Conseiller communal Henri BERTRAND signale que les congés de la Toussaint vont arriver très tôt cette année. Il demande au Collège de permettre au secteur de l'HORECA de laisser leur terrasse jusqu'après les congés de la Toussaint.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN répond que le Collège a toujours été très ouvert et très pragmatique pour permettre au secteur de l'HORECA de prolonger la période des terrasses en fonction des congés et des conditions climatiques.

Le Bourgmestre-Président Jean-Paul BASTIN lève la séance à 21h30 et donne la parole au public sur les points portés à l'ordre du jour du Conseil communal de ce soir.

